

8 juillet 1959 à Usumbura

Joseph HABYARIMANA GITERA
Membre de la délégation congolaise et R. U
en Belgique en 1957
Membre du Conseil Général du R. U

Note à l'adresse de :

- Monsieur le Vice-Gouverneur Général
- Gouverneur du Ruanda-Urundi
- Président du Conseil Général du R.U.

Avec prière de vouloir bien communiquer cette note aux :

- Ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi
- Monsieur le Gouverneur Général du C.B. et du R.U.
- Membres du Conseil Général du R.U.

Monsieur le Vice-Gouverneur Général,

Le problème des Ibikingi et les Ibisigati dans cette contrée du Ruanda-Sud, surpeuplé et surchargé de cultures diverses, à cette saison sèche, risque d'entraîner des graves conflits et une lutte sanglante.

Contrairement aux souhaits des Bahutu, promoteurs du mouvement social muhutu, pour une promotion générale de la masse rwandaise, le grave problème Bahutu-Batutsi va se solutionner d'ici quelques jours, très regrettablement, par une effusion de sang.

L'opposition des Bahutu contre l'odieuse coutume des Ibikingi et Ibisigati, a pris forme sur de nombreuses collines du Territoire d'Astrida et de Nyanza, sans l'intervention du Parti Social Muhutu ou de l'Aprosoma. Maintenant que c'est chose faite, le Parti Social hutu et l'Aprosoma ne peuvent pas rester insensibles à la douleur de la masse ruandaise, et se doivent de se soucier de cet état d'esprit. Le Parti Social hutu et l'Aprosoma se déclarent solidaires avec l'opposition que la population pourrait faire, cet été, contre le pâturage des Ibisigati dans les champs hutu, chargés de cultures.

L'Administration tant européenne qu'indigène, tant locale que supérieure est avisée de ce grave différend. Elle a maintes fois assuré que le problème hutu-tutsi et celui des Ibisigati et Ibikingi étaient à l'étude et que leur solution viendrait en temps opportuns. La saison sèche est là et rien n'a été fait. Cette affaire dure bientôt depuis trois ans.

Nous n'avons aucune confiance dans le Conseil Supérieur du Pays actuel, qui n'est composé que de Batutsi, lesquels forment opposition systématique. Devrions-nous également être acculés à perdre confiance en l'efficience de l'autorité tutélaire. Nous supporterions encore une fois de plus que cette odieuse coutume

suive encore son cours, cette seule année 1959, quitte à la voir disparaître démocratiquement l'année prochaine. Mais nous n'avons aucune assurance quant aux résultats des prochaines élections, qui vont être faussées par les allures terrorisantes actuellement en cours de ce Ruanda féodal.

Nous ne voyons qu'une issue : l'intervention directe et immédiate de l'autorité tutélaire pour la solution adéquate de ces problèmes hutu-tutsi, problèmes de prestiges raciaux et claniques, problèmes d'agriculture et d'élevage.

Le présent Conseil Supérieur du Pays, s'est révélé incapable de solutionner les problèmes hutu-tutsi. Personne n'étant juge de sa propre cause, un éventuel conseil supérieur hutu serait probablement aussi embarrassé pour solutionner ce grave différend. Seul un arbitre impartial parce que désintéressé en cette affaire, peut solutionner ces problèmes.

L'attitude particulièrement partielle du Conseil Supérieur du Pays en cette matière, l'attitude bienséante de l'Autorité tutélaire en ce domaine et surtout l'incertitude du lendemain en ce temps si agité où les Batutsi réclament impertinemment leur indépendance ou autonomie interne et le monopole africain, en tout domaine, et pour cause, oblige le menu peuple à prendre position. La prise de position des Bahutu, est motivée par les formelles déclarations du groupe aristocratique de la Cour du Mwami, qu'un penchant compréhensiblement humain, incline à un favoritisme racial, voire même clanique. Les grands Bagaragu du Mwami ont solennellement déclaré que les Bahutu et les Batutsi, n'ont aucun lien de fraternité, et que conséquemment les Bahutu ne peuvent pas prétendre à la participation au Patrimoine ruandais ; le Ruanda ayant été conquis, prétendent-ils, par les Bami Batutsi, qui l'ont arraché aux Bahinza, roitelets Bahutu, qu'ils ont massacrés et castrés ou mutilés et dont les organes génitaux ou autres membres pendent encore aujourd'hui attachés, en signe de perpétuel esclavage au Kalinga, emblème de la royauté de la dynastie Banyginya.

Relativement aux Ibikingi et Ibisigati, ils ont formellement déclaré qu'ils ne veulent point les lâcher " TURABYIMANYE ", qu'ils refusent absolument qu'on y touche, qu'ils seront leurs propriétés privées comme, affirment-ils, le Ruanda est la propriété du Mwami.

Ils se basent à de vieilles coutumes, que leur extraordinaire habilité et leur prestigieux chantage, a fait passer pour tradition coutumière : UMUCO W'IGIHUGU. Ce n'est donc point un DROIT coutumier, mais une odieuse exploitation coutumière du petit peuple, sans défense.

L'autorité tutélaire, n'est-elle pas habilitée pour la suppression des soi-disant coutumes, qui s'avèrent ne plus cadrer avec les normes de la vraie civilisation, nous apportée par l'Occident ? Pourquoi cette autorité tutélaire ne se prononce-t-elle pas sur cet inique Umuco w'igihugu, qui maintient une majorité de la population dans un sous-développement économique, véritablement inhumain.

Les circonstances du moment forcent le menu peuple à réclamer de l'Autorité supérieure toute entière, une solution immédiate aux graves problèmes bahutu-batutsi, et présentement, au terrible problème des Ibikingi et Ibisigati, qui va faire couler du sang.

Que l'autorité tutélaire fasse présentement preuve de sa justice impartiale pour tout le monde : Elle a pendant longtemps favorisé l'essor du mutusi et a magnifiquement promu la société tutsi, quasi exclusivement. Si elle ne veut continuer à ne favoriser que le mututsi et ses belles vaches, au détriment du muhutu et de ses cultures, qu'elle le déclare manifestement. Si elle veut véritablement le développement économique de l'un et de l'autre, chacun dans sa sphère d'activité, qu'elle le manifeste sans crainte des batutsi éleveurs. L'arrêt de l'extension des paysannats au Buhanga-Ndara et en d'autres localités du Ruanda n'est-il pas systématique ? Si par malheur l'autorité tutélaire fatiguée des cris émanant de part et d'autre, et principalement du son fort et du ton impérieux de la voix tutsi, au pouvoir, se déclare : " m'en-foutiste ", elle va faire preuve de se préoccuper fort peu de la vie individuelle des Bahutu et des Batutsi : car si elle refuse d'intervenir dans le présent conflit des Ibikingi et Ibisigati, des bagarres terribles et une lutte sanglante, entre bahutu et batutsi vont solutionner le différend.

Les écrits des Grands Bagaragu du Mwami, le terrible tract des ABATABAZI b'Urwanda, tract dont la rédaction, le ton terrorisant, le financement et la diffusion a incombé regrettablement aux plus hautes autorités coutumières du Pays, ainsi qu'aux nombreux notables attachés à la couronne du Ruanda, restent à jamais la photocopie de l'âme tutsi, à l'égard des Bahutu et des Bazungu, que la caste tutsi traite : les Uns de VENDEURS du Pays, les Autres d'ACHETEURS du Pays : de leur Ruanda, à eux, disent les batutsi.

Ce sont ces écrits émanant de la Cour du Mwami du Ruanda, et qui par ce fait, sont réputés en avoir le cachet, qui sont la cause primordiale de l'opposition des Bahutu. Le Mwami se déclarant par ses attitudes du parti tutsi, lequel se réclame de lui, en qualité de chef de ses différentes manœuvres, le parti hutu ou un autre parti donné, se voit par le fait jugé de haïr le Mwami et son Kalinga ! La prochaine abondance de la bière de sorgho, attisant l'actuelle tension des esprits déjà naturellement surchauffés, les bagarres semblent inévitables. Les Batutsi les ont provoquées, parce qu'ils s'y sont préparés par leurs organisations administratives, judiciaires, économiques et culturelles. L'Ishyaka ly'Abahutu et l'Aprosoma, se défendront et défendront leur masse populaire encore fort peu organisée, jusqu'au bout.

Ce conflit spectaculaire, va faire, à la fois le bonheur pour les uns et la honte pour les autres. Les Batutsi vont avoir le bonheur de réaffirmer, s'ils triomphent, leur royaume oligarchique. Les Bahutu ne manqueront pas d'éprouver, s'ils réussissent, à se défendre convenablement, la satisfaction de pouvoir prétendre également à une portion au patrimoine ruandais. Seule l'autorité tutélaire assurera la honte d'avoir manqué à sa mission de Protectrice des petits et de Ordonnatrice du Pays.

Pour ma part, je crois que l'autorité tutélaire, n'aurait pas dû faire des ajournements sine die, des problèmes hutu-tutsi, sous le prétexte d'une incompréhensible délicatesse, de ne pas vouloir blesser les susceptibilités de tel ou tel puissant ou notable. Ces problèmes se sont posés à temps et l'on n'y a pas apporté des solutions à temps.

Je m'excuse mille fois de devoir déclarer ceci : je m'y vois obligé par ma qualité de membre de la délégation congolaise et R.U., en Belgique en 1957. Je n'ai pas manqué d'exposer ce fait au Ministère. Je crois également que ma qualité de membre du Conseil Général du Ruanda-Urundi, m'oblige à ne pas taire ce que je crois être un danger prochain pour le Pays et l'Autorité tutélaire. Il serait bon que pendant qu'il en est encore temps, l'Autorité tutélaire intervienne personnellement, directement et efficacement, autrement ce serait trop tard.

La population hutu a trop longtemps souffert : elle est à bout et frise le désespoir devant l'éventualité d'une indépendance immédiate ou d'une autonomie interne, qui à l'heure présente, ne serait que la standardisation des anciennes et odieuses coutumes enveloppées aujourd'hui et étiquetées UMUCO W'IGIHUGU ! La population hutu, tenant fermement à se défendre contre les injustices tutsi, trop flagrantes, principalement en ce domaine foncier, que l'Administration tant européenne que indigène – se sachent à jamais responsables d'éventuels écoulements de sang, que verserait une guerre civile entre Bahutu et Batutsi. Ce problème n'est pas nouveau dans leur entendement.

Voilà maintenant que la Noblesse s'agite, terrorise, menace de démission, menace refus de coopération, menace même de tuer..., alors que c'est principalement par sa faute expresse, que l'affaire est ainsi envenimée.

Je crois devoir déclarer ici, que mon rôle extrêmement délicat, mais délibérément et résolument assumé, d'être un informateur bénévole est terminé. Je m'en retourne joyeux, au rang de mes confrères bahutu, cultivateurs, commerçants ou industriels. Cette terrible tâche d'informateur bénévole a ruiné toutes mes industries et m'a suscité de terribles ennemis, parmi certains de mes compatriotes. Je suis persuadé que de graves dangers de mort nous sont posés, mon groupe et moi, par les puissants adversaires de la promotion de la société hutu. Que l'Administration de la sûreté publique veuille bien tirer son plan... autrement, advienne que pourra !

Joseph Habyarimana Gitera.

(sé) Joseph Habyarimana Gitera.

NOTE A.

EN QUOI CONSISTE LA GRAVITE PARTICULIEREMENT URGENTE DU PROBLEME MUHUTU - MUTUTSI ET DU PROBLEME DES IBIKINGI ET IBISIGATI – ces problèmes étant aussi vieux que le règne HAMITE au Ruanda ???

Le caractère particulièrement urgent de ces problèmes hutu - tutsi, problèmes raciaux et sociaux, et problèmes de labeur et d'élevage; tient à ceci :

Depuis des siècles en effet, le règne hamite a créé des anomalies au Ruanda, anomalies, à base de principes payant et d'une exploitation féodale, de la plus haute finesse. Pour en assurer la pérennité, le mututsi au pouvoir, a consacré ses desseins exploités en une formule législative : "les us et coutumes = Umuco w'igihugu". Plusieurs de ces prétendus us et coutumes sont un camouflage d'une terrible barbarie, profondément enracinée dans l'âme munyarwanda, même le mieux pensant : de sorte qu'il est à se demander anxieusement, ce qu'auraient réalisé l'administration et les Missions, s'ils venaient à se retirer présentement du Ruanda, encore profondément païen et intiment à l'esprit sauvage, et inhumain.

En effet, le grave problème séculaire des bahutu et batutsi, problème à la fois raciale par excellence et social par conséquent, ainsi que plusieurs autres problèmes y adhérent, n'en sont-ils pas un témoignage manifeste.

Le Mututsi s'est persuadé qu'il est de la race supra-humaine. Il est descendu du ciel, est venu au monde pour le commandement.

" IBIMANUKA " ! Ils ne sont pas rares, de nombreux personnages même administratifs et missionnaires qui croient et essaient de faire croire aux gens, ces aberrations surannées. L'affaire est tellement grave que même le Conseil Supérieur du Pays, peut-être parce que tutsi n'a pas pu dégager la vérité objective du problème muhutu-mututsi et mutwa au Ruanda, et s'est contenté de dire, que : le problème n'existe pas, ...qu'il n'est que social... qu'il suffirait pour son solutionnement de taire les termes batwa, bahutu et batutsi... alors que le Conseil réuni, venait d'acter la déclaration solennelle des Grands de la Cour du Mwami du Rwanda, affirmant solennellement, que : il n'existe aucun lieu de fraternité entre les bahutu et les batutsi, et qu'aucun droit de participation au patrimoine ruandais, ne pouvait être reconnu aux bahutu, qui sont des asservis à jamais. Le plus aigu du problème muhutu-mututsi reste le Kalinga, emblème de la royauté tutsi, emblème ignoble et vexatoire, porteur de dépouilles humaines des ancêtres d'une bonne portion des populations actuellement rwandaises et des environs.

Pourquoi l'administration et l'Eglise dans leur supra-naturelle moralité et délicatesse, n'ont rien changé à ces inhumanités obscènes et dangereuses, parce que provocatrices ??? Comment ont-ils pu laisser la cravate et les amulettes, les ornements sacerdotaux et l'habillement des chairs humaines ???

Et que nous réserve, l'avenir d'un pareil ruanda, demain indépendant ou autonome ???

Le Muhutu, majorité absolue reste le serf à jamais, et le Mutwa, également créature de Dieu, reste à son stade de PALLAS !!

Tout ceci est plus grave que le régime de terreur et de menace que se plaisent d'utiliser présentement certaines autorités, tant européennes qu'indigènes - Plutôt mentir que de demeurer asservis : tel est le présent sentiment unanime du Parti hutu et Aprosoma et de leurs membres.

Quant au problème des Ibikingi et des Ibisigati, c'est un très grave conflit entre la caste tutsi qui détient, elle seule, tous les privilèges pastoraux, alors que le partage des vaches, occasionné par la suppression des Ubuhake et Ubugabire, a rendu de très nombreux bahutu et petits batutsi, également possesseurs de gros et petit bétail.

De plus le développement des cultures et l'augmentation excessive de la population, ont réduit les étendues des pâturages.

Le problème s'est plusieurs fois posé, et a été soumis aux autorités depuis longtemps de savoir, si le bétail du muhutu ou du petit mututsi, n'a pas également le droit à la vie que celui de la noblesse tutsi ? Les deux ayant les mêmes propriétés essentielles, et étant l'un et l'autre soumis aux textes gouvernementaux, pourquoi le Gouvernement laisse-t-il perdurer si longtemps un favoritisme injuste pour l'un au détriment de l'autre.

Quant aux bahutu non-possesseurs de gros bétail, ou ils ont leur petit bétail ou leurs cultures vivrières ou industrielles, dans leurs champs. C'est leur avoir, c'est leur vie, c'est leur avenir.

Pourquoi le Gouvernement continue-t-il de laisser des batutsi dévaster les champs des bahutu par leurs vaches ??? Les bahutu n'ont-ils pas droit à la vie et l'usufruit libre et tranquille de leurs champs et cultures ???

C'est objecte-t-on la Coutume !!!

Très odieuse coutume ! En effet ! Coutume injuste et insupportable. L'Administration a été plusieurs fois alertée. Elle n'a voulu rien en ce domaine. Ce ne peut pas être, la Noblesse tutsi qui réglera ce problème impartialement. Le Parti populaire hutu, fort lésé en cette matière ne veut point continuer à se laisser piétiner vivant, d'autant plus que les tensions politiques actuelles et les menaces de mort ne le rassurent guère pour un avenir meilleur, dans un Ruanda hamite indépendant.

Si le Gouvernement veut continuer à ne pas vouloir intervenir personnellement et directement et efficacement l'affaire se réglera par du sang versé.

Il vaut mieux à présent mourir complètement et rapidement que de mourir à petit feu et chaque jour. L'affaire des cultures et d'élevage, étant une affaire de vie ou de mort pour le muhutu et le mututsi, tel est le motif de son urgent solutionnement.

Le menu peuple a fait preuve d'une extrême docilité et patience. Cela ne peut pas durer indéfiniment : surtout que l'avenir est plutôt menaçant.

Joseph Habyarimana Gitera
Muhutu, Membre du Conseil Général
du Ruanda-Urundi.